



Le collège du Val de Vire va fermer dès la rentrée 2023

C'est une bombe qu'a lâchée le président du Calvados. Lors d'un point presse jeudi 8 septembre, à Caen, sur la sectorisation des collèges (qui est une compétence du Département), Jean-Léonce Dupont a annoncé la fermeture du collège du Val de Vire, à la rentrée prochaine. Une annonce qui a soulevé l'indignation de nombreux Virois. On revient sur cette semaine riche en rebondissements.

Jeudi 8 septembre

Personne ne l'avait vu venir. Depuis Caen, jeudi 8 septembre, Jean-Léonce Dupont, président du Conseil départemental du Calvados, fait une annonce choc ! Le collège du Val de Vire fermera ses portes à la fin de l'année scolaire. Les élèves intégreront le collège Maupas, qui bénéficie depuis deux ans d'importants travaux de rénovation et de restructuration (plus de 12 millions d'euros investis).

À Vire, c'est l'incompréhension. La nouvelle ne fait pas du tout l'unanimité, c'est le moins que l'on puisse dire. D'autant plus que le vice-président du Calvados n'est autre que Marc Andreu Sabater, le maire de Vire Normandie. Le jour de l'annonce, il est d'ailleurs à Caen et tente une première explication : « **Je prends acte de la réalité démographique. Je préfère un collège fort avec des moyens concentrés, plutôt que deux établissements qui sont en fragilisation. C'est une décision douloureuse, mais qui servira à terme les collégiens** ».

Une prise de parole qui ne convainc personne dans la capitale du Bocage. Dorénavant, le premier édile devient la cible des critiques.

Vendredi 9 septembre

Jour 2, le réveil est brutal pour les parents d'élèves et les enseignants. Beaucoup ne comprennent toujours pas cette décision. Ce vendredi 9 septembre, les professeurs du collège Maupas décident de ne pas faire cours l'après-midi pour rejoindre le collège du Val de Vire. « **À aucun moment, les représentants élus des personnels et des parents d'élèves ou les équipes n'ont été informés et associés à ce plan de fusion** », expliquent des enseignants de Maupas.

À 14 h, Armelle Fellahi, directrice académique des services de l'Éducation nationale (Dasen), fait le déplacement pour rencontrer des enseignants des deux établissements.

Mais les parents sont autant abasourdis qu'inquiets : « **On nous demandera de mettre nos enfants dans un collège situé en centre-ville qui connaît déjà de gros problèmes avec la circulation des bus. Ça va être un bazar pas possible. Et de toute façon, les travaux au collège Maupas ne seront pas terminés, à la prochaine rentrée, on va mettre les enfants dans des préfabriqués** ».

La mobilisation s'organise. Une pétition commence à circuler. Et une première manifestation d'ampleur est lancée pour 17 h, à la Porte-Horloge puis à la mairie.

Premier rassemblement à la Porte-Horloge

Une centaine de personnes répondent à l'appel. Banderoles et pancartes sont déployées. Les slogans prouvent que la lutte sera active : « **Quelle la plus-value de regrouper deux collèges ? On ne sait pas. On sait bien que c'est pour faire des économies de postes et que le projet est hyper réfléchi. Mais on ne va pas se laisser faire. Il va falloir se battre et tenir sur le long terme** ».

Parmi les personnalités présentes, la conseillère régionale, Catherine Gourney-Leconte est venue avec des élus du conseil municipal de Campagnolles, où elle est maire. Elle s'exprime aussi en tant que maman. Ses deux filles sont scolarisées au Val de Vire : « **C'est la surprise que l'on partage avec tous. Avec la sectorisation, les enfants de Campagnolles vont au collège du Val de Vire. Depuis hier (jeudi, ndlr), j'ai des familles au téléphone qui s'inquiètent. Après le Covid, on avait une rentrée enfin normale et on remet les enfants dans l'angoisse. On va parler du sujet ce soir lors de notre réunion de conseil. Mais on sait que pour aller au collège du Val de Vire, il faut 10 minutes contre au moins 25 pour celui de Maupas** ».

Une heure après le début de la mobilisation, une délégation est reçue par le maire. La presse n'est pas conviée.

Samedi 10 et dimanche 11 septembre

On aurait pu penser que le week-end allait apaiser les tensions. Il n'en est rien. Au contraire. Le coup de massue arrive d'un côté inattendu. En effet, ce sont plusieurs élus de majorité municipale qui envoient un communiqué sans concession.

Régis Picot, Annie Rossi, Gilles Maloisel – le premier cercle de Marc Andreu Sabater – et 15 autres élus issus de son équipe prennent leurs distances avec le maire : « **Cette**

décision n'est pas fondée, et va à contre-courant du travail que nous réalisons depuis plusieurs années à Vire Normandie pour poursuivre notre politique d'attractivité de la ville. Soutenir cette décision, c'est ne pas croire à notre projet politique ! »

Ces élus s'interrogent sur les conséquences de ce projet qui « **n'a bénéficié d'aucune concertation avec la communauté éducative, les élus et la population.** »

Nous dénonçons la communication calamiteuse de l'annonce de ce projet. Nous considérons que cette décision n'est pas acceptable au regard des effectifs actuels.

18 élus de la majorité municipale

La minorité municipale cible le maire

Les élus de la minorité municipale — Pascal Martin en tête de cordée — emboitent également le pas et lancent une missive contre Marc Andreu Sabater, coupable, pour eux, de ce démantèlement. « **Le parcours de Monsieur Andreu Sabater au sein du Conseil Départemental est singulier, passant sans vergogne de gauche à droite de l'échiquier politique, lui permettant ainsi d'accéder à un poste de vice-président, le faisant rentrer dans le cercle très rapproché du Président. Il est ainsi difficile de penser que Monsieur Andreu Sabater n'était pas informé depuis longtemps de cette fermeture. [...] Il y a un an, il défendait preuves à l'appui que ce collège ne fermerait pas ! Maintenant il vient annoncer la fermeture du collège avec une explication qui donne le sentiment d'un amateurisme dans la connaissance du dossier et d'un immense gâchis** ».

Lundi 12 septembre

Nouvelle semaine, nouvelle mobilisation. Hasard du calendrier, les élus de Vire doivent se réunir pour un conseil communal, à 20 h 30, à l'hôtel de ville. Rendez-vous est pris par les opposants à la fermeture.

Quelques minutes avant le début de la réunion, la foule commence à grossir derrière la mairie. Une poignée de gendarmes sont également présents pour éviter tout débordement et assurer « **la sécurité** ». C'est dans le calme donc, mais avec envie, que la centaine de manifestants s'apprêtent à assister au conseil, où le maire de Vire avait annoncé y faire un discours. La soirée ne se déroulera pas comme prévu...

Le maire, seul contre tous

Surprise dans la petite salle du conseil, les élus dissidents se font attendre. Ils ne viendront pas. Le maire se retrouve seul, sans sa majorité. Le quorum n'est pas atteint. On se dirige donc vers une annulation de la séance.

Amassée dans la salle des Mariages pour suivre le conseil via une retransmission vu que la salle du conseil est trop petite pour accueillir tout le monde, la foule laisse entendre son mécontentement. Une bronca retentit.

Le maire décide donc d'annuler les points à l'ordre du jour, mais accepte de débattre sur la fermeture du collège du Val de Vire. Seul hic, le son ne fonctionne pas. Sous la pression, Marc Andreu Sabater et les élus de l'opposition ne débattront pas depuis la salle du conseil, mais directement dans la grande salle des Mariages. Devant les parents, les enseignants, les élèves et les opposants au projet de fermeture. Face à une centaine d'yeux braqués, le maire doit se justifier.

Le face-à-face est tendu. Le maire rappelle que les prises de parole dans le public sont interdites. C'est la règle. Seuls les élus peuvent discuter et intervenir. Cela n'empêchera pas les applaudissements, les huées et les commentaires à haute voix de ponctuer le débat qui va durer une bonne heure.

Assis, seul, le premier édile ne vacille pas. A sa droite, les élus de la minorité municipale. A sa gauche, son ancien bras droit, Serge Couasnon, passé à l'ennemi depuis plusieurs années.

« Je comprends l'émotion très forte suscitée par cette annonce. Cette colère est légitime et normale compte tenu de l'attachement de tous à cet établissement que je connais bien puisque je siège depuis 20 ans à son conseil d'administration », lance d'abord le maire, avant de reconnaître un « **loupé** » en termes de communication. **« Une explication directe, sur site, aurait probablement atténué l'émotion et le choc ressenti par tous et évité le sentiment de mépris justement ressenti ».**

Mais l'incompréhension demeure et se creuse avec l'assemblée lorsqu'il dit « **assumer** ». Il ne fera visiblement pas machine arrière. Les prises de parole des élus de l'opposition n'y changeront rien (vidéo à retrouver sur notre site internet).

Le débat n'aura abouti sur aucune avancée pour les manifestants. Ils partent la mine déconfite. Ils espéraient mieux, mais n'ont pas dit leurs derniers mots et veulent taper plus haut.

Ils appellent à la mobilisation, jeudi 15 septembre, à 18 h, devant le collège du Val de Vire, où des représentants du Département doivent faire le déplacement.

Mardi 13 septembre

Encore plus haut. J+6, c'est un courrier à la Première ministre, Elisabeth Borne, qui est rédigée. Freddy Sertin, le député de la circonscription, avait en effet annoncé la veille

que Matignon, aussi, s'opposait à cette fermeture. Ce soutien de poids suffira-t-il à faire pencher la balance ? Réponse dans les prochains jours.

Christopher LEBRANCHU et Isabelle INNOCENTI



fdg Isabelle INNOCENTI



Grande mobilisation. Les opposants au projet de fermeture du collège ont pu faire face au maire de Vire Normandie, lundi 12 septembre, et ont pu assister aux échanges des élus lors du conseil communal.